



## **CONVOCATION**

**à la séance du Conseil général**

**de lundi 2 juin 2014, à 19h30 à l'Hôtel de Ville**

**23<sup>ème</sup> SEANCE**

### **Rapports du Conseil communal**

**14-011**

**Rapport du Conseil communal** relatif à la valorisation et au développement stratégique du centre-ville de Neuchâtel.

**14-009**

**Rapport du Conseil communal** relatif à la modification du Statut du personnel communal suite aux mesures de recapitalisation de la Caisse de pensions de la fonction publique du Canton de Neuchâtel.

**14-010**

**Rapport du Conseil communal** concernant le réaménagement du site des anciennes serres à Vieux-Châtel et la constitution d'un droit de superficie distinct et permanent.

**14-012**

**Rapport du Conseil communal** concernant une demande de crédit pour le remplacement de la conduite d'alimentation d'eau de la rue de Beauregard suite à une rupture.

### **Autres objets**

**13-403**

**Proposition** du groupe PopVertsSol par Mmes et MM. Nicolas de Pury, Yves Froidevaux, Edouard Jeanloz, Nicole Baur, Dimitri Paratte, Hélène Dederix-Silberstein, Béatrice Nys, Michel Favez, Catherine Loetscher Schneider et Julin Binggeli, au sens de l'art. 50 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010 par l'introduction d'un art. 160 bis (nouveau) « Fortune nette et coefficient fiscal » (Déposée le 30 décembre 2013 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 13 janvier 2014) :

« Projet

**Arrêté**  
**modifiant le Règlement général de la Commune de**  
**Neuchâtel,**  
**du 22 novembre 2010, par l'introduction de l'art. 160 bis**  
**(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,  
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- Le Chapitre IV. Dispositions financières, du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est complété comme suit:

**Art. 160 bis (nouveau).**- Titre: Fortune nette et coefficient fiscal

- 1 Le coefficient fiscal ne peut être réduit tant que le montant de la fortune nette de la Ville est inférieur à l'équivalent des deux tiers des recettes fiscales annuelles.
- 2 Les deux tiers des recettes fiscales annuelles sont déterminés sur la moyenne des cinq derniers exercices comptables.

**Art. 2.**- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur immédiatement.

Développement écrit:

Il nous paraît important que la fortune nette dépasse un certain seuil afin de pouvoir faire face aux fortes amplitudes des recettes fiscales des personnes morales. Cela nous éviterait de prendre des mesures urgentes et surtout dommageables, que cela soit sur le plan des missions qui nous sont confiées ou sur des mesures salariales que nous devrions prendre à l'égard du personnel communal.

Le service des communes nous impose une réserve, surtout si l'on doit présenter un budget déficitaire. Cette règle comptable exige que le montant de la fortune nette doit pouvoir couvrir tout budget déficitaire.

Cette mesure idéale peut paraître difficile à concrétiser, néanmoins, il est tout à fait judicieux d'essayer de se prémunir à la fois contre une conjoncture défavorable et de nouvelles règles fiscales imposées par le canton.

Pour pallier en partie cette incertitude, il nous paraît avisé de prévoir une fortune nette représentant au moins les deux tiers des recettes fiscales actuelles, soit environ 100 millions de francs.

La réserve que nous prévoyons permettrait d'éviter de « naviguer à vue » en cas de difficulté budgétaire.

Actuellement, les amplitudes des recettes fiscales des personnes morales d'une année à l'autre, peuvent représenter des écarts de plus de 20 millions.

Si la nouvelle loi sur les personnes morales permet depuis 2012 de tabler sur des augmentations significatives, il n'est pas sûr qu'en 2014 et surtout dès 2015 nous puissions miser sur de telles entrées de manière stable et régulière.

Nous devons affronter deux incertitudes, d'une part l'appréciation du franc suisse de même que l'instabilité chronique des marchés européens et internationaux, et, d'autre part - et c'est plus inquiétant - la volonté du Conseil d'Etat de revoir certains reports de fiscalisation et de charges sur les communes.

Notre proposition permettrait d'atténuer les effets que le Conseil d'Etat prévoit, à savoir une nouvelle répartition de la fiscalité des personnes morales dans le canton, et ce sans englober dans la discussion la reconnaissance des charges de centre qu'assume toujours notre Ville.

Cette amplitude des rentrées fiscales peut être aggravée par des diminutions du coefficient fiscal peu réfléchies.

Une modification de notre coefficient fiscal dans la situation actuelle est d'autant plus malvenue que deux facteurs rendent difficile l'appréciation objective de la situation:

1. La réforme fiscale des personnes physiques votée par le Grand Conseil et qui devra être confirmée dans sa dernière phase ne déploie pas encore ses effets. Dès à présent, les familles peuvent déduire intégralement des frais de garde des enfants et, d'ici 2018, si l'on tient compte des autres modifications prévues, dont les déductions pour enfants et la baisse de la valeur locative, le cumul du manque de recettes pour notre Ville se montera à 7,2 millions. (2014: 2,3 Mio ; 2015: 1,1 Mio ; 2016 : 0,8 Mio ; 2017 : 1,5 Mio ; 2018 : 1,5 Mio).
2. Notre Ville a entamé un processus de rapprochement avec les communes voisines à l'ouest. L'élément financier sera décisif pour un succès. Or, deux des communes intéressées ont un coefficient fiscal de 69, tandis que notre ville affiche 62. A l'évidence, lors d'une fusion, ces deux communes pourraient apprécier une réduction de leur coefficient, mais comment réagiront les citoyens de notre ville si on passe de 60 points (ce qui est souhaité par le PS et le PLR) à 63 ou davantage? En outre, cette réduction pourrait s'avérer être un gros obstacle ou une aventure plutôt hasardeuse en fonction des charges de ces communes. Par ailleurs, la ville devrait plutôt s'employer à améliorer les conditions cadres de ses habitants et à se préparer à en accueillir de nouveaux.

En effet, le développement des Hautes Écoles attirera de nouveaux citoyens qui chercheront à se loger et ne viendront que s'ils trouvent les infrastructures nécessaires à une organisation familiale contemporaine. Investir notamment dans le logement et les structures d'accueil des enfants nous permettra de renforcer notre assiette fiscale.

En appliquant dorénavant la règle proposée, nous maintiendrons un minimum de fortune nette qui permettra les investissements nécessaires.

Cela représenterait de surcroît, selon les rentrées fiscales actuelles, une réserve de trois ans en cas de conjoncture fortement défavorable.

Rappelons que notre fortune nette au 31.12.2012 se montait à 49,1 millions. Le budget 2014, qui vient d'être accepté, affectera 63 millions à la fortune nette.

Cet effort est à saluer, et nous nous devons, à moyen terme, d'augmenter encore d'un tiers notre fortune prévue en 2014.

Discussion

### **Amendement du Conseil communal**

Arrêté

modifiant le ~~Règlement général de la Commune de Neuchâtel~~ l'Arrêté  
concernant la fiscalité, du ~~17 mai 1972~~ 4 décembre 2000, par  
l'introduction de l'art. ~~160~~ 1 bis  
(du ...)

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,  
sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête :

**Article premier** ~~Le Chapitre IV, Dispositions financières, L'Arrêté~~  
concernant la fiscalité, du 4 décembre 2000 ~~du Règlement général de la~~  
~~Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010~~, est complété comme  
suit par l'adjonction d'un article 1 bis :

~~Article 160 (nouveau)~~

**Article 1 bis** (nouveau).- Titre : ~~Fortune nette et coefficient fiscal~~  
Fiscalité

1 Le coefficient fiscal ne peut être réduit tant que le montant de la fortune nette de la Ville est inférieur à l'équivalent ~~des deux tiers des recettes~~  
~~fiscales annuelles~~ du quintuple de l'excédent des charges annuelles du comte de fonctionnement.

2 Le montant de l'excédent des charges annuelles est déterminé ~~Les~~  
~~deux tiers des recettes fiscales annuelles sont déterminées~~ sur la moyenne des cinq derniers exercices comptables déficitaires.

**Cet objet a été renvoyé, le 3 février 2014, à la Commission financière du Conseil général pour étude.**

#### **14-604**

**Interpellation** du groupe PLR par Mme et MM. Jean Dessoulavy, Philippe Etienne, Richard Strohmeier, Amelie Blohm Gueissaz, Beat Geiser, Alexandre Brodard, Philippe Mouchet, Joël Zimmerli, Jean-Charles Authier, Christophe Schwarb et Jérôme Bueche, intitulée « Quel concept pour la mise en place du Wifi ? » (Déposée le 6 mars 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 31 mars 2014) :

« Comme le dit le slogan, Neuchâtel est une ville qui veut rayonner. Le Conseil communal propose même d'étendre pour CHF 112'000 au budget 2014 la couverture Wifi dans la ville pour en faire profiter habitants et touristes. Or, avant d'étendre cette couverture, il nous semble important d'obtenir quelques précisions sur cette mise à disposition de bornes Wifi supplémentaires.

Nous souhaiterions obtenir des précisions sur les aspects sécuritaires, de santés publiques et pratiques de ce service.

Au niveau de la sécurité tout d'abord, quelles sont les mesures techniques et organisationnelles qui sont prises pour vérifier et empêcher que l'infrastructure de la ville puisse être utilisée à des fins malhonnêtes ou illégales (téléchargement de contenus interdits par la loi, utilisation de l'infrastructure de façon anonyme, vol de données privées d'autres utilisateurs connectés au réseau)? Nous partons du principe qu'une sécurité de base a été mise en place, mais à quel point est-il facile de la contourner? Dans le cas d'une utilisation frauduleuse du service, quelles sont les responsabilités morales, civiles et pénales de la ville de Neuchâtel ?

Pour ce qui est de la santé publique, diverses études plus ou moins contradictoires (qui rappellent les études sur le tabac dans les années 1940) démontrent ou ne démontrent pas les effets néfastes des ondes électromagnétiques sur les humains. Cela dit, nous appelons en fait à ce que nos autorités dans ce dossier ne minimisent pas les risques liés à l'émission du Wifi et appliquent ce que l'on pourrait appeler le principe de précaution en envisageant par exemple de prévoir des lieux spécifiques au sein de l'administration dans lesquels le Wifi serait utilisé et d'en informer les collaborateurs de façon claire.

Le film documentaire de Jean-Yves Bilien « Les sacrifiés des ondes » diffusé le 30 janvier dernier au Centre de Santé à Colombier, va à la rencontre des chercheurs dédiant leur travail à l'étude des effets de l'électrohypersensibilité qui concernerait entre 3 et 6% de nos

populations occidentales. Des solutions concrètes sont aussi proposées afin de réduire les effets négatifs sur notre organisme. A noter que le site belge Etudes & vie présente de façon objective les syndromes liés à la présence abusive d'ondes électro-magnétiques, dont font partie les ondes transmises par le Wifi. Certains sites suédois mentionnent l'existence de plus de 600'000 personnes dites électrosensibles dans ce pays, ce qui représente près du 7% de la population.

Si on s'intéresse à comment cette question est traitée dans des pays voisins, on peut relever que les gouvernements suédois, autrichiens et allemands reconnaissent que les pathologies attribuées aux ondes électromagnétiques sont une véritable maladie. En 2002, puis en 2012, des milliers de praticiens allemands ont lancé l'appel de Fribourg, dénonçant le danger des ondes. Nos voisins allemands et autrichiens ont déjà commencé à prévenir les risques potentiels à ce sujet en interdisant le Wifi dans certains établissements scolaires. Le gouvernement allemand recommande du reste depuis 2007 d'éviter le Wifi pour des raisons sanitaires. Le Conseil de l'Europe de son côté préconise l'abandon du Wifi dans les écoles et la baisse des seuils d'exposition des antennes-relais de téléphones mobiles depuis 2011, date à laquelle l'OMS a déclaré les ondes électromagnétiques comme potentiellement cancérigènes. En Suisse, l'Office fédéral de la Santé publique (OFSP) adopte une attitude prudente en évitant d'émettre des recommandations contraignantes aux pouvoirs publics. Toutefois, notre groupe aurait souhaité savoir quelles garanties sont données par l'OFSP pour freiner l'utilisation abusive du Wifi ? Des références en termes de normes ont-elles été communiquées par cet office ?

Enfin n'oublions pas que pour l'amiante, les pesticides, le tabac et plus récemment les téléphones portables, il a fallu trop de temps pour prouver la dangerosité et prendre les mesures adéquates. Rien ne dit qu'il en ira de même avec le Wifi mais la responsabilité du politique est de prendre des mesures de précaution adéquates.

Finalement, les aspects pratiques restent encore flous pour nous. Quand on veut « étendre la couverture Wifi des lieux publics », à quels lieux pense-t-on ? S'agit-il de bibliothèques, des bâtiments officiels, de préaux d'écoles, de places telles que la Place Pury ou la Place des Halles ? La salle du Conseil général serait-elle concernée à terme par une telle installation et si oui de quelle manière notre Conseil en sera-t-il informé ? Comment le Conseil communal compte-t-il communiquer avec les fonctionnaires de la ville qui souffrent d'hypersensibilité électromagnétique ?

Autre considération pratique, presque éthique : que pense faire le Conseil communal pour prévenir les abus possibles faits par des jeunes citoyens utilisateurs de ce nouveau service Wifi mis à disposition par la ville hors du contrôle des représentants légaux ?

Dernière question, le budget de CHF 112'000 correspond-il uniquement aux frais d'acquisition et de mise en place des nouvelles bornes Wifi ou comprend-il également l'exploitation et la maintenance du service ?

Au vu des nombreuses questions et incertitudes, nous souhaiterions voir un concept général concernant le Wifi « public » en ville de Neuchâtel ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit

#### **14-605**

**Interpellation du groupe PLR par Mme et MM. Alexandre Brodard, Joël Zimmerli, Jérôme Bueche, Jean-Charles Authier, Mirko Kipfer, Amelie Blohm Gueissaz, Christophe Schwarb, Philippe Mouchet, Richard Strohmeier, Philippe Etienne, Jean Dessoulavy et Beat Geiser**, intitulée « Neuchâtel, cité de la consommation d'énergie ? » (Déposée le 10 mars 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 31 mars 2014) :

« Selon une enquête du WWF dont les résultats ont été publiés dans différents médias et sont disponibles sur son site internet, la ville de Neuchâtel serait la plus gourmande de Suisse en matière de consommation électrique pour l'éclairage de ses rues. Avec une consommation de 27,5 MWh par kilomètre, sa consommation serait trois fois plus élevée que celle de la ville de St-Gall, citée en exemple pour son efficacité en la matière.

Si cette information devait se révéler exacte, le groupe PLR s'en inquiéterait aussi bien pour des raisons écologiques (surconsommation, pollution lumineuse, etc.) qu'économiques (prix du courant), à moins que des raisons qui lui seraient inconnues ne justifient cette situation.

Au vu de ce qui précède, le groupe PLR souhaite interpellier le Conseil communal à ce sujet et souhaiterait des réponses aux questions suivantes :

- Le Conseil communal a-t-il connaissance de l'enquête susmentionnée et peut-il confirmer ou préciser ses résultats, du moins en ce qui concerne la consommation en ville de Neuchâtel ?

- Si les résultats devaient s'avérer exacts, quelles sont les raisons qui font que les rues neuchâteloises nécessitent une consommation plus importante que celle des autres villes suisses pour leur illumination ?
- Certaines mesures semblent déjà avoir été prises (remplacement des lampadaires à la rue de la Côte par exemple). Celles-ci se révèlent-elles efficaces ? Des résultats sont-ils déjà disponibles ?
- Le Conseil communal compte-t-il prendre des mesures pour remédier à cet état de fait ? Si oui, lesquelles ? »

Le présent texte tient lieu de développement écrit

#### **14-501**

**Postulat** du groupe socialiste par Mmes et MM. Philippe Loup, Morgan Paratte, Patrice de Montmollin, Anne-Dominique Reinhard, Edlira Dedja Bytyqi, Sabrina Rinaldo Adam, Anne-Françoise Loup, Natacha Erard, Marc Treboux, Kodjo Agbotro, Grégoire Oguey, Mouhamed Basse et Jonathan Gretillat, intitulé « Que faire d'une place et son galet ? » (Déposé le 31 mars 2014 et inscrit à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 5 mai 2014) :

« Nous demandons au Conseil communal de nous présenter son projet quant à l'aménagement de la place de la gare ouest. En effet, nous considérons que cette place ainsi que le «galet» devraient faire l'objet d'une étude afin d'embellir cette entrée de la gare. La circulation et une vision d'ensemble de ce lieu de transit ferroviaire, routier et piétonnier méritent aussi une réflexion approfondie comme cela a déjà été demandé en un autre siècle.

Il est également important de savoir en quoi ces projets sont ou ne sont pas en lien avec la volonté de développement économique de notre centre-ville ».

#### Développement écrit

L'ensemble de l'espace de la gare représente un nœud important de circulation de tous ordres. Véritable porte d'entrée – ou de sortie – de la ville de Neuchâtel, son aménagement est donc primordial. Nous savons que le Conseil communal réfléchit à une organisation différente des trafics. Il semblerait aussi que la localisation des haltes pour taxis ainsi que celles pour les "dépose-minute" soit en évaluation. C'est finalement, dans ce cadre d'une réflexion globale qu'il paraît important pour le groupe socialiste d'incorporer également l'aménagement de la place ouest de la gare.

Dans l'analyse que nous demandons, les éléments de trafic devront bien sûr être pris en compte. Cependant, ayant ici à faire à un pôle significatif de cette ville, les éléments esthétiques devront aussi être considérés. Les voyageurs, qu'ils soient pendulaires ou touristes, apprécient autant un environnement accueillant et pensé pour un confort minimum.



L'embellissement de cet espace nécessite une réflexion aboutie sur le devenir du "galeet". La protection efficace des usagers contre la pluie est aussi nécessaire. Finalement, lieu de passage, il peut aussi devenir lieu de rendez-vous voire même de flânerie entre deux trains.

Pareil aboutissement demande une réflexion approfondie dont le développement du centre-ville ne sera pas absent.

Discussion

### **14-606**

**Interpellation du groupe PLR par Mmes et MM. Jean Dessoulavy ; Philippe Mouchet, Richard Strohmeier, Félix Gueissaz, Mirko Kipfer, Jean-Charles Authier, Jérôme Bueche, Julien Spacio, Joël Zimmerli, Béatrice Haeny, Alexandre Brodard, Christophe Schwarb, Amelie Blohm Gueissaz et Beat Geiser**, intitulée « Tags un jour, tags toujours. Non, ce n'est pas une fatalité ! » (Déposée le 29 avril 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>er</sup> fois lors de la séance du 5 mai 2014) :

« Neuchâtel est une ville qui rayonne et qui vit ces dernières années les plus beaux moments de son parcours de cité à taille humaine de son époque contemporaine avec l'accueil du principal artéplage de l'exposition nationale de 2002, les festivités splendides liées à son Millénaire en 2011 et cette année des célébrations plus modestes en termes de spectacles et feux d'artifices, mais tout aussi fortes en termes d'image et d'appartenance avec les célébrations liées à sa Charte de franchises.

Alors tout va bien. Oui Madame la Marquise, tout va bien, tout va très bien, juste peut-être un petit quelque chose du côté des murs de votre noble cité, juste au pied de votre Château.

Ah oui mais de quoi s'agit-il ?

Et bien en fait il s'agit d'un article qui en 2006 n'avait, souvenez-vous, pas du tout fait plaisir à Votre Majesté. Il était paru à la une d'un quotidien de couleur orange que beaucoup de vos concitoyens lisent avec ferveur le matin au moment de leur première pause café dans les rues de vos bourgs. Je veux parler de cet article paru le 28 octobre 2006 prétendant que votre cité ne nettoyait plus ses murs et ayant même l'outrecuidance de titrer à la une « Neuchâtel : la ville la plus taguée de Suisse ».

Ce coup d'alerte lancé il y a huit ans a heureusement porté ses fruits puisque le monde associatif a pris ses responsabilités avec la création en 2008 d'un Comité anti-tags qui s'est fédéré en 2010 en Association Neuchâtel Sans Tags. Elle vise depuis à impulser des actions de sensibilisation au centre-ville et accompagner les autorités dans leurs

actions qui seraient engagées en inventoriant par exemple les rues ou bâtiments touchés par les adeptes du spray sauvage.

Et justement les autorités ont pris leurs responsabilités. La motion interpartis, déposée en juin 2009 et adoptée à l'unanimité, demandait aux autorités de mettre en place une stratégie volontariste pour lutter efficacement contre les tags qui détériorent les bâtiments de la ville et assurer un nettoyage de ceux-ci. Le Conseil communal a également clairement marqué sa volonté d'agir et à l'été 2010 a constitué un collectif de travail réunissant autorités et citoyens pour lutter contre la problématique des tags sauvages. Il a accompagné la création en avril 2011 d'une nouvelle association Villablanca portée par la ville, l'Association Neuchâtel Sans Tags (ANST) et la Chambre immobilière neuchâteloise (CIN).

Créée pour se substituer à la ville dans son accompagnement urbain, Villablanca a eu comme objectif avoué au moment de sa création d'être opérationnelle dès 2012. Pour cela l'association, afin de couvrir ses charges opérationnelles et administratives a besoin de compter sur la fidélisation de 200 à 250 abonnements. A ce jour elle n'en compte qu'une quarantaine ce qui est clairement insuffisant pour assurer une opération équilibrée. Sans vouloir faire de la chasse aux sorcières, il est clair que certains engagements n'ont pas été tenus en particulier du côté de certains membres de la CIN qui avaient au départ été convaincu de la démarche et qui ont renoncé par la suite ce qui semble expliquer au final ce faible nombre d'abonnés à Villablanca.

Le Conseil communal peut-il nous apporter des précisions quant à la politique qu'il entend mener pour faire face à ce défi de société et en profiter pour répondre à la motion interpartis 09-303 du 8 juin 2009 ?

Notre groupe est bien conscient qu'un premier pas a été fait avec l'initiation de cette collaboration à trois suite à la création de Villablanca mais a clairement le sentiment qu'une nouvelle dynamique doit maintenant être engagée pour trouver une solution à cette question de nettoyage des rues tout en l'accompagnant d'une politique de sensibilisation.

Notre ville doit rebondir dans ce dossier qui est directement lié à l'image de notre cité millénaire ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit

## **14-607**

**Interpellation du groupe PLR par Mmes et MM. Mirko Kipfer, Amelie Blohm Gueissaz, Beat Geiser, Christophe Schwarb, Jean Dessoulavy, Philippe Mouchet, Richard Strohmeier, Félix Gueissaz, Jean-Charles Authier, Jérôme Bueche, Julien Spacio, Joël Zimmerli, Béatrice Haeny et Alexandre Brodard**, intitulée « Perspectives liées au Home Bâlois » (Déposée le 5 mai 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 2 juin 2014) :

« De longue date, le PLR souhaite un développement de Chaumont qui soit harmonieux et respectueux du lieu et de ses habitants. La présente interpellation s'inscrit dans la continuité des différentes interventions du groupe à ce sujet, intervenues par le passé.

De par sa situation géographique excentrée et plutôt montagnarde, le site de Chaumont se différencie nettement des autres lieux de la ville. Ses problèmes sont ceux d'une zone rurale et de villégiature d'altitude qui se transforme petit-à-petit en quartier d'habitation périurbain. Cette mutation tend parfois vers la dénaturation d'un certain patrimoine pourtant cher à beaucoup. Afin de canaliser cette tendance, les Chaumonniers se sont mobilisés à plusieurs reprises. En témoignent notamment les associations (par exemple Vivre à Chaumont) ou groupes de travail (SIPAT) créés spécifiquement.

Certaines informations laissent supposer que la Ville souhaite modifier l'affectation de l'entier de la zone du Home bâlois (y compris une partie de champs), de zone d'utilité publique en zone d'habitations.

Cette perspective inquiète certains Chaumonniers qui se demandent, alors qu'ils sortent de 10 ans de négociations et procédures liées au plan d'aménagement, s'ils devront à nouveau se mobiliser.

Est-il raisonnable, alors que la sérénité semble enfin retrouvée, d'envisager de nouvelles modifications ?

Vraisemblablement que la difficulté à trouver une affectation Home Bâlois est à l'origine de ce supposé projet.

Pour rappel, le Home Bâlois, propriété de la Ville de Neuchâtel, aménagé afin d'accueillir des « colonies de vacances », n'est plus occupé depuis plus de 10 ans.

Nous sommes surpris de constater que depuis si longtemps aucun usage n'ait pu lui être attribué, alors même que le Home Zurichoïse, bâtiment à vocation équivalente, situé à quelques centaines de mètres, est régulièrement occupé.

Nous posons par conséquent les questions suivantes :

- Depuis combien de temps le Home Bâlois n'est-il plus occupé ?
- Quels ont été les efforts fournis, afin de lui trouver de nouvelles affectations voire un nouvel acquéreur ?
- Probablement que ses efforts ont suscité des intérêts ; Exhaustivement, pour quels types d'activités et pourquoi n'ont-ils pas abouti ?
- Les bâtiments et terrains sont-ils toujours entretenus ? les bâtiments chauffés ? à quels coûts ?
- Quelles en sont leurs valeurs au bilan de la Ville ?
- Quelles sont précisément les intentions de la Ville concernant les modifications d'affectation ?
- Quelles sont les perspectives envisagées par le Conseil communal pour le bâtiment principal et son annexe? ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit

Neuchâtel, le 14 mai 2014

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

Le président,

Le chancelier,

Olivier Arni

Rémy Voirol